

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LOIR ET CHER
INSPECTION ACADEMIQUE
1 AVENUE DE LA BUTTE – CS 94317
41043 BLOIS CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE
L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LOIR-ET-CHER**

**INSPECTION ACADEMIQUE
1, avenue de la Butte, CS 94317
41043 BLOIS CEDEX**

Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 Décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de « l'Association Départementale de l'enseignement public de Loir-et-Cher » relatifs à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes pour la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports d'activité et financiers, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Doulchard, le 22 septembre 2025

COGEP AUDIT

Commissaire aux Comptes
Représentée par

Thibaut CLAVIER



Association AD PEP 41

Exercice clos au 31 décembre 2024



COMPTES ANNUELS

orcom

Expertise Comptable Audit & Conseil



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 158,56	5 229,46	1 929,10	1 117,08
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	167 975,14	57 650,07	110 325,07	87 078,45
	Constructions	3 765 483,32	2 423 913,35	1 341 569,97	1 222 991,32
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	248 531,77	132 471,50	116 060,27	117 091,17
	Autres immobilisations corporelles	748 530,50	510 856,85	237 673,65	223 534,42
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				2 233,02
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	3 050,00		3 050,00	5 599,59
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	15 825,16		15 825,16	16 275,16
TOTAL (I)		4 956 554,45	3 130 121,23	1 826 433,22	1 675 920,21
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	6 237,60		6 237,60	4 549,31
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	5 821,56		5 821,56	4 255,83
	Avances et Acomptes versés sur commandes	8 435,18		8 435,18	7 226,02
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	280 345,25	5 884,74	274 460,51	504 993,20
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	418 527,49	337 732,11	80 795,38	242 353,81
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	399 553,06		399 553,06	221 596,39
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	16 894,63		16 894,63	6 217,45
	TOTAL (II)	1 135 814,77	343 616,85	792 197,92	991 192,01
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		6 092 369,22	3 473 738,08	2 618 631,14	2 667 112,22
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				15 825,16	16 275,16
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	66 543,58	66 543,58
	Fonds propres complémentaires	152 182,30	152 182,30
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 343 534,43	1 217 080,66
	Autres	150 473,49	150 473,49
	Report à nouveau	(161 086,52)	(160 409,97)
	Excédent ou déficit de l'exercice	33 192,88	(117 690,28)
	Total des fonds propres (situation nette)	753 052,70	719 859,82
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	110 941,82	118 167,41
	Provisions réglementées	36 389,60	36 389,60
	Total des autres fonds propres	147 331,42	154 557,01
	Total des fonds propres	900 384,12	874 416,83
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	119 586,98	131 704,50
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	119 586,98	131 704,50
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	170 020,00	165 981,00
	Total des provisions	170 020,00	165 981,00
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	878 768,07	813 869,84
	Emprunts et dettes financières divers	10 088,56	15 052,86
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	24 509,92	23 672,12
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 683,91	72 315,01
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	383 838,19	365 675,17
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	29 823,69	191 360,11
	Produits constatés d'avance	31 927,70	13 064,78
	Total des dettes	1 428 640,04	1 495 009,89
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 618 631,14	2 667 112,22
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	33 192,88	(117 690,28)
	(1) Dont à moins d'un an	596 891,33	716 606,66
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 857,00	10 130,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	51,22	232,96
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	805 641,39	614 303,36
	dont parrainages	16 801,48	11 842,73
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 820 341,26	2 644 845,32
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 838,00	1 034,00
	Mécénats	345,76	2 371,63
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21 002,73	64 544,27
	Utilisations des fonds dédiés	12 117,52	7 002,52
	Autres produits	8 673,80	24 699,96
Total des produits d'exploitation		3 675 868,68	3 369 164,02
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock	(1 565,73)	(2 347,20)
	Achats de matières et autres approvisionnements	138 216,79	132 920,45
	Variation de stock	(1 688,29)	4 541,29
	Autres achats et charges externes	921 419,14	791 351,21
	Aides financières	1 810,00	1 045,00
	Impôts, taxes et versements assimilés	170 323,23	171 307,43
	Salaires et traitements	1 650 239,49	1 616 141,76
	Charges sociales	560 135,90	569 036,85
	Dotation aux amortissements et dépréciations	165 063,34	165 688,13
	Dotation aux provisions	11 060,00	22 274,00
	Reports en fonds dédiés		5 115,00
	Autres charges	37 930,93	39 530,51
Total des charges d'exploitation		3 652 944,80	3 516 604,43
RESULTAT D'EXPLOITATION		22 923,88	(147 440,41)



Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		22 923,88	(147 440,41)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 634,67	1 778,27
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 634,67	1 778,27
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	18 894,18	16 609,44
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		18 894,18	16 609,44
RESULTAT FINANCIER		(16 259,51)	(14 831,17)
RESULTAT COURANT avant impôts		6 664,37	(162 271,58)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 410,70	29 348,37
	Sur opérations en capital	11 906,59	11 360,86
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	14 876,42	16 798,73
	Total des produits exceptionnels	29 193,71	57 507,96
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	115,61	12 926,66
	Sur opérations en capital	2 549,59	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	2 665,20	12 926,66
RESULTAT EXCEPTIONNEL		26 528,51	44 581,30
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		3 707 697,06	3 428 450,25
TOTAL DES CHARGES		3 674 504,18	3 546 140,53
EXCEDENT ou DEFICIT		33 192,88	(117 690,28)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan



Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 618 631** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **3 707 697** euros
 - un total charges de **3 674 504** euros
 - dégage un résultat de **33 193** euros

L'exercice considéré :

- début **01/01/2024**
- fin **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **l'Association AD PEP 41** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables



Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social

L'association possède deux établissements : un centre d'accueil à Chailles et une MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) à Chambon sur Cisse.

Elle a pour objet dans le cadre du projet fédéral :

- de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;

- de contribuer à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;

- d'apporter un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de handicap ou de perte d'autonomie, ou ayant besoin d'une protection, ;

- de participer à leur éducation, à leur formation et à leur insertion sociale et professionnelle dans une société inclusive ;

- de permettre à toute personne d'accéder à ses droits : à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;

- de participer au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisirs, sportif, etc. ;

Pour cela l'association représente le mouvement PEP auprès de toute institution ou organisme public revêtant un caractère départemental et mène les actions qu'elle estime nécessaire en termes de plaidoyer ou d'interpellation en lien étroit avec l'OARPEP ou l'ARPEP et la tête de réseau de la FGPEP.

Règles et Méthodes Comptables



Missions sociales

L'association se propose sur la base d'un projet construit en commun avec l'ensemble des membres qui la composent :

- de promouvoir la laïcité et la solidarité ;
- d'étudier les modalités d'action relatives à l'assistance matérielle et à la protection morale des enfants, des adolescents, des adultes et de leurs familles ;
- de coordonner son action avec celle d'autres associations et groupements poursuivant les mêmes valeurs, notamment dans le cadre de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire ;
- de représenter le mouvement PEP au niveau départemental et vis à vis des pouvoirs publics ;

Ses moyens d'action sont notamment :

- la création et la gestion d'établissements et de services à caractère sanitaire, médico-social, social, éducatif, culturel, sportif sans que cette liste soit exhaustive dans le respect du principe de subsidiarité entre les associations PEP agréées par la FGPEP ;
- la création et le développement de dispositifs propres ou accompagnant les politiques publiques nationales ou locales comme : la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre l'illettrisme, les mesures en faveur de l'emploi et de l'insertion des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et les discriminations, etc. ;
- l'utilisation de tout moyen de communication : documents, publications, site internet, réseaux sociaux, etc. ;
- L'organisation de sessions d'études et de sessions de formation en lien notamment avec l'organisme de formation de la Fédération ;
- L'organisation de campagnes de solidarité et de dons dans le respect des obligations réglementaires de la FGPEP reconnue d'utilité publique.

Ressources

Les recettes annuelles de l'association se composent :

- du revenu de ses biens ;
- des cotisations des personnes physiques ;
- des subventions ou produits de la tarification de l'Etat, de l'Europe, des collectivités territoriales et des établissements publics et des caisses de sécurité sociale notamment ;

Règles et Méthodes Comptables



- du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- du produit des ventes et des rétributions perçues pour des services rendus ;
- des dons, donations et legs dont l'emploi est décidé au cours de l'exercice ;
- de toutes autres ressources éventuelles non interdites par la loi.

Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2024 par les dirigeants de l'association.

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2020-08 modifiant le règlement ANC 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Référentiels comptables

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan

Règles et Méthodes Comptables



Comptable Général, et le règlement ANC n°2020.08 modifiant le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'Association gérant des établissements relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables



Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 3 ans
- * Mobilier : 1 à 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Règles et Méthodes Comptables



Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre d'une provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Immobilisations



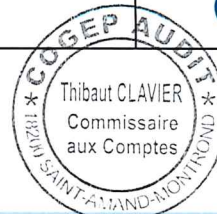
		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	9 822,07		2 300,36		4 963,87	7 158,56
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 822,07		2 300,36		4 963,87	7 158,56
CORPORELLES	Terrains	144 575,14		23 400,00			167 975,14
	Constructions sur sol propre	2 474 299,94		160 212,09			2 634 512,03
	sur sol d'autrui			22 887,44			22 887,44
	instal. agencet aménagement	1 081 301,73		26 782,12			1 108 083,85
	Instal technique, matériel outillage industriels	253 906,19		2 553,85		7 928,27	248 531,77
	Instal., agencement, aménagement divers	356 787,41		36 958,13		7 470,53	386 275,01
	Matériel de transport	211 646,09		24 687,73		13 292,30	223 041,52
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	119 058,10		21 027,21		10 350,21	129 735,10
	Emballages récupérables et divers	9 478,87					9 478,87
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	2 233,02				2 233,02	
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		4 653 286,49		318 508,57		41 274,33	4 930 520,73
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	5 599,59				2 549,59	3 050,00
	Prêts et autres immobilisations financières	16 275,16				450,00	15 825,16
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	21 874,75				2 999,59	18 875,16
TO TAL		4 684 983,31		320 808,93		49 237,79	4 956 554,45

Amortissements



		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	8 704,99	1 488,34	4 963,87	5 229,46
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 704,99	1 488,34	4 963,87	5 229,46
CORPORELLES	Terrains	57 496,69	153,38		57 650,07
	Constructions sur sol propre	1 394 976,50	58 750,39		1 453 726,89
	sur sol d'autrui	1 453,63	1 477,68		2 931,31
	instal. agencement aménagement	936 180,22	31 074,93		967 255,15
	Instal technique, matériel outillage industriels	136 815,02	10 624,75	14 968,27	132 471,50
	Autres instal., agencement, aménagement divers	224 646,57	25 140,17	7 470,56	242 316,18
	Matériel de transport	140 969,44	24 970,19	13 292,30	152 647,33
	Matériel de bureau, mobilier	98 341,17	11 383,51	3 310,21	106 414,47
	Emballages récupérables et divers	9 478,87			9 478,87
	TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 000 358,11	163 575,00	39 041,34	3 124 891,77
TO TAL		3 009 063,10	165 063,34	44 005,21	3 130 121,23

Créances et Dettes



		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	15 825,16	15 825,16	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	5 884,20	5 884,20	
	Autres créances clients, usagers	274 461,05	274 461,05	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	100,00	100,00	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 532,18	1 532,18	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	42 075,00	42 075,00	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	374 820,31	374 820,31	
	Charges constatées d'avance	16 894,63	16 894,63	
TO TAL DES CREANCES		731 592,53	731 592,53	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	878 768,07	76 653,54	302 336,39	499 778,14
	Emprunts et dettes financières divers	10 088,56	4 964,30	5 124,26	
	Fournisseurs et comptes rattachés	69 683,91	69 683,91		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	183 368,67	183 368,67		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	167 500,92	167 500,92		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	32 968,60	32 968,60		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	29 823,69	29 823,69		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	31 927,70	31 927,70		
TO TAL DES DETTES		1 404 130,12	596 891,33	307 460,65	499 778,14
Emprunts souscrits en cours d'exercice		135 000,00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		70 435,99			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	218 725,88				218 725,88
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 217 080,66	117 013,73	9 440,04		1 343 534,43
Autres réserves	150 473,49				150 473,49
Report à nouveau	(160 409,97)	(234 704,01)	234 027,46		(161 086,52)
Excédent ou déficit de l'exercice	(117 690,28)	117 690,28	33 192,88		33 192,88
Situation nette	719 859,82		276 660,38		753 052,70
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	118 167,41			7 225,59	110 941,82
Provisions réglementées	36 389,60				36 389,60
TO TAL	874 416,83		276 660,38	7 225,59	900 384,12



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	36 389,60			36 389,60
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	36 389,60			36 389,60
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	165 981,00	11 060,00	7 021,00	170 020,00
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	165 981,00	11 060,00	7 021,00	170 020,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	7 565,94		1 681,20	5 884,74
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	352 608,53		14 876,42	337 732,11
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	360 174,47		16 557,62	343 616,85
TOTAL GENERAL		562 545,07	11 060,00	23 578,62	550 026,45
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			11 060,00	8 702,20 14 876,42	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Fonds dédiés CD41 / travaux	126 589,50		7 002,52			119 586,98	
Fonds dédiés Mentorat	5 115,00		5 115,00				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	131 704,50		12 117,52			119 586,98	



Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	391 458,18			391 458,18
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	391 458,18			391 458,18
Quotes-parts virées au compte de résultat	273 290,77	7 225,59		280 516,36

Charges constatées d'avance



	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		16 894,63	16 894,63
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			16 894,63

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS		31 927,70	31 927,70
TOTAL			31 927,70



Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics			2 744 584,52			2 744 584,52
Subventions d'exploitation			18 022,66		57 734,08	75 756,74
Subventions d'investissement						
TOTAL			2 762 607,18		57 734,08	2 820 341,26

Annexe libre



Engagement d'indemnité de fin de carrière :

Les engagements sont comptabilisés en provisions.

A la clôture de l'exercice 2024, ils sont répartis comme suit:

- Foyer Amitié : 146 783€
- Siège+Chailles : 23 237 €

La méthode de calcul préconisée par la Fédération Générale des Pupilles de l'Enseignement Public est appliquée, selon les hypothèses suivantes:

Date de clôture: 31/12/2024

Age de départ à la retraite: 67 ans

Taux de croissance des salariés: 1.8%

Taux d'actualisation: 3.38%

Taux de charges sociales: 58%

Taux de turnover (selon l'âge du salarié) :

Age du salarié	Taux
18-35	75%
36-50	85%
50-65	95%

Ventilation du résultat de l'exercice :

Résultat de la gestion libre (Siège+Chailles) : -11 340.77 €

Résultat de la gestion contrôlée (Foyer Amitié) : 44 533.65 €

Résultat comptable de l'exercice : 33 192.88 €

Rémunérations allouées aux dirigeants :

Conformément à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent pour l'exercice 2024 à 160 218 €.